



## CA DU 10/02/20 : MOTION E3C soutenue par

Alors que le contexte social est particulièrement explosif depuis maintenant plus de deux mois en raison, d'une **part de la réforme des retraites** largement combattue dans la profession et d'autre part, de la montée en puissance **de la catastrophe – pourtant annoncée – des E3C**, le gouvernement continue de faire la sourde oreille, se réfugiant dans un mutisme délirant et dans une surenchère de la violence tout à fait inédite à l'encontre des opposants à ces réformes.

Ces réformes qui font pourtant la **quasi unanimité contre elles** ne datent pas d'hier : par deux fois en mars 2018, le conseil supérieur de l'éducation (instance composée de l'ensemble des organisations représentatives de la communauté éducative et présidée par le ministre de l'EN) a rejeté la réforme de l'orientation dite Parcoursup (36 voix « contre », zéro « pour ») et celle du baccalauréat qui en découle (48 voix « contre » le nouveau contrôle continu dit E3C, 9 « pour »).

Au lieu d'en conclure qu'il serait déraisonnable de maintenir un projet éducatif aussi déterminant pour l'avenir, que rejeté par les principaux intéressés (enseignants, lycéens, parents), le gouvernement a décidé une fois de plus, de **passer en force**. Résultat, les épreuves E3C de janvier-février ont été émaillées de multiples perturbations : grèves des surveillances, rassemblements devant les lycées, retards voire reports d'épreuves, boycott de la part des élèves qui refusent de composer dans des conditions dantesques... Tout cela a obligé le ministre à reconnaître des **perturbations dans 15 %**, des établissements concernés, dont le nôtre, mais niant encore une fois au passage la réalité du terrain et s'enfonçant dans un aveuglement ridicule.

Pire, certaines épreuves ont eu lieu derrière des cordons de CRS, à grand renfort de menaces de zéro et pour les plus déterminés, à coup d'arrestations et de gardes à vue dont la fréquence exceptionnelle ne laisse aucun doute sur le fait qu'il s'agisse là d'une **stratégie d'intimidation** décidée en haut lieu, bien que scandaleusement destinée à des **mineurs de 16 à 17 ans**.

Nous souhaitons réaffirmer par cette motion, **notre refus de cette réforme du baccalauréat** qui ne profite vraiment qu'aux organismes privés faisant commerce dans la préparation aux certifications (LV) et dans le coaching en orientation, alors qu'elle stresse inutilement les élèves, leurs familles et les professeurs, et qu'elle accroît démesurément les tâches administratives, sans que les équipes enseignantes y trouvent **le moindre bénéfice pédagogique**.

Aussi, nous demandons le retour à un examen à **valeur nationale**, gage d'égalité et d'exigence du diplôme et refusons toute forme de **contrôle continu** tant en ce qui concerne la prise en compte des bulletins que des épreuves communes de contrôle continu.